

Retour des mathématiques dans le tronc commun au lycée : Blanquer en roue libre



Depuis la réforme Blanquer, entrée en vigueur à la rentrée 2019, les mathématiques ne font plus partie du tronc commun de la voie générale du lycée.

Initialement, le ministère n'avait pas parlé de disparition des mathématiques mais d'une intégration de son enseignement dans l'enseignement scientifique, matière principalement enseignée par des professeur·es de SVT et physique-chimie. Force est de constater que les élèves, de fait, ne font quasiment plus de mathématiques dans le tronc commun. Et que la part des filles dans l'enseignement des sciences, en particulier des mathématiques, a énormément baissé depuis la réforme.

Un constat accablant pour l'enseignement des sciences

La part des filles en spécialité mathématiques en terminale aurait chuté de huit points en deux ans, redescendant ainsi au-dessous du niveau de 1994. En première générale, c'est près de la moitié des filles qui abandonnent les mathématiques, alors qu'elles étaient jusqu'en 2018 environ 83% à poursuivre cet enseignement. En première et terminale, la part des sciences n'est que de 2 h sur 14 h hors EPS. Le nombre d'élèves s'inscrivant dans un parcours scientifique a énormément baissé avec la réforme.

En janvier 2022, suite à la publication de ces données par la DEPP (Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance), JM Blanquer annonce le retour des mathématiques dans le tronc commun, en pleine période électorale. Il faudra attendre le 12 mai dernier pour connaître le projet de programme de mathématiques et ses modalités de mise en place dans le tronc commun à la rentrée 2022, alors que celle-ci est déjà largement préparée. Un projet de programme a été publié et est en consultation jusqu'au 23 mai prochain sur le site du ministère.

Aucune information officielle, aucun moyen supplémentaire

Aucune note de service n'a été envoyée aux chef-fes d'établissement pour mettre en place cette nouvelle modification de la réforme de 2019. Les établissements n'ont pas vu leur DHG augmenter. De plus il n'y a pas d'enseignant-es de mathématiques disponibles pour effectuer cet enseignement et ce déficit n'est pas près d'être comblé : 816 candidat-es sont admissibles au CAPES cette année sur 1 035 postes ouverts. Il manque donc d'emblée plus de 200 candidat-es, deux fois plus qu'en 2021.

Une pénalité de plus pour les personnels et les élèves

La conséquence principale à court terme de ces contradictions entre communication et faits est la grande confusion dans laquelle se trouvent élèves et parents d'élèves de 2nde. Les personnels des établissements courent après le temps pour informer au mieux leurs élèves et leurs permettre de faire des choix éclairés malgré les fausses informations données dans les médias.

SUD éducation Paris dénonce cette politique ministérielle des annonces de dernière minute, non suivies de moyens nécessaires ni d'information officielle, qui engendre une augmentation du travail des enseignant-es dans une période déjà particulièrement chargée. On se demande d'ailleurs si ces annonces faites par Blanquer ne sont pas déjà expirées avec l'annonce proche d'un nouveau ministre.

SUD éducation Paris - 30 bis, rue des Boulets - 75011 Paris

☎ 01 44 64 72 61 ✉ contact@sudeducation75.org

🌐 sudeducation75.org 📍 Sud éducation Paris 📱 @sudeducparis